

## **Poutine et Ben Laden ne peuvent que nous remercier !**

Toutes les prévisions sur les catastrophes annoncées pour les JO de Pékin n'ont pas eu lieu. Chaque pays est revenu avec son lot de médailles et comme nous pouvions nous y attendre, la Chine a réussi son pari vis-à-vis des Etats-Unis. De fait, l'Empire du milieu a bien affirmé sa place et son ambition géostratégique avec maîtrise et sérénité, laissant tous les Cassandres occidentaux à leurs erreurs de jugement et d'analyse. Pour ceux qui en douteraient encore, le centre du monde est bien en train de se façonner de l'autre côté de la planète, du côté des rivages du Pacifique, très loin de nos enfantillages et de nos préoccupations d'enfants gâtés. Pour autant l'automne ne s'annonce pas des plus calmes du côté occidental avec des crises annoncées<sup>1</sup> qui se concrétisent désormais avec une certaine brutalité. Nous sommes un peu comme face à des vagues de Tsunami qui sont difficilement identifiables au large, même pour des experts avisés et vigilants, mais meurtrières quand elles viennent déferler sur les côtes. La plus visible est bien entendu celle qui frappe depuis quelques semaines le monde financier avec la chute de grandes signatures de Wall Street, à priori considérées comme « immortelles » dans la mythologie bancaire. Il en fut ainsi des Enron, Arthur Andersen... en 2001 : Même arrogance, même logique d'effondrement, même effets de panique mais aussi même amnésie collective.... Les bulles éclatent les unes derrière les autres, celles-ci furent liées à la dérégulation, celle-là à la spéculation immobilière... Chaque fois les banques centrales sont obligées d'injecter d'énormes liquidités afin d'éviter une débâcle générale. Tout le monde vit dans la hantise d'une nouvelle « crise de 1929 », mais personne ne sait vraiment ce qu'il en est réellement. Pas de visibilité, pas de traçabilité : voilà ce qui caractérise une fois de plus cette énième crise financière aux effets moutonniers.

Il est manifeste qu'après le sauvetage par les autorités américaines de Bear Stearns, Fannie Mae et Freddie Mac, la communauté financière assiste impuissante à la mise à terre de Merrill Lynch, à la mise en liquidation de Lehman Brothers, à la récupération in extremis du géant de l'assurance AIG.... Qu'en sera-t-il demain de JP Morgan ou de Goldman Sachs ? Nous pouvons faire confiance aux américains pour nettoyer rapidement les passifs et relancer au plus vite leur machine économique avec de nouvelles « bulles » encore plus imaginatives afin de capter les énormes liquidités disponibles sur les marchés.

---

<sup>1</sup> Cf. édito du mois de mai 2008 « attention vagues scélérates ».

C'est une fuite en avant qui n'a pas de sens, sinon de consommer sans cesse plus, mais c'est ainsi et l'architecture des échanges mondiaux est assise sur cette surenchère spéculative, dont nous sommes devenus totalement dépendants. Pour l'instant le rythme des faillites des banques d'investissement est de l'ordre du quotidien : en quelques heures des monstres sacrés s'écroulent, révélant des trous béants non pas de quelques milliards mais de centaines de milliards dans leurs comptes. A lui tout seul AIG, du fait de son exposition au sein du monde bancaire et sa présence mondiale (dans 130 pays), génère un effet domino qui touche tous les opérateurs du monde financier. Qu'importe, le processus de destruction de valeur prévu par de nombreux experts<sup>2</sup> est en train de se produire avec en arrière plan des redistributions d'actifs considérables entre les puissants de cette planète financière et les nouveaux entrants des BRIC. Il y a celles que nous connaissons avec la Bank of America qui rachète en un week-end le numéro trois de Wall Street, Merrill Lynch, mais il y a aussi toutes les opérations qui se passent en coulisse avec les fonds souverains qui ramassent des actifs stratégiques sans clamer victoire, pour le moment... Pendant ce temps nos grands esprits dissertent sur l'état de la crise : « Est ce grave docteur ? » « Cette nouvelle hémorragie sera-t-elle fatale ? » « Quelles conséquences pour nos « *bas de laine* ? »... N'oublions pas que ce sont souvent les mêmes, à la fois pyromanes et pompiers, qui ont été à l'origine de ces bulles spéculatives qui secouent nos économies depuis une quinzaine d'années. Pour autant, les fonds souverains détiennent actuellement plus de 4 000 milliards de \$ de liquidités qui ne demandent qu'à être investies. Ils sont en embuscade et attendent le moment propice pour profiter des jeux de casino en cours. Morgan Stanley évalue à environ 12 000 milliards de \$ le potentiel de ces fonds à l'horizon 2015 (qu'il faut comparer aux 58 000 milliards de \$ d'épargne détenus aujourd'hui par les ménages américains ou aux 16 000 milliards des marchés boursiers, sachant que les chinois épargnent près de 60% de leurs revenus alors que les américains ne dépassent pas 1%....<sup>3</sup>).

Mais les vraies crises ne sont jamais là où nous le pensons. Les orages financiers sur Wall Street focalisent actuellement toute notre attention car notre prospérité immédiate en est affectée. Nous connaissons trop bien les conséquences de ce type d'ajustement: Des taux de croissance en berne, une stagflation durable et une inflation perverse générée par la hausse, elle aussi durable, des matières premières. Tout ceci casse le moral des ménages qui voient leur pouvoir d'achat s'évaporer... et déstabilise les politiques qui escomptaient des scénarios vertueux pour financer leurs fuites en avant budgétaires et populistes... Il faut bien l'admettre, ceci n'est qu'une crise de confort pour l'occident, ce n'est pas encore une crise de survivance. Dans l'affolement des places de marché « *il faut raison se garder* ». En revanche, il

---

<sup>2</sup> Lire à ce propos l'excellent livre de Patrick Artus et de Marie-Paule Virard « *Globalisation : Le pire est à venir* » aux éditions *La découverte- juillet 2008* et de Emmanuel Todd : « *Après l'empire* », *Essai sur la décomposition du système américain*, Gallimard, Paris, 2002.

<sup>3</sup> Source : « *Globalisation : le pire est à venir* ».

serait intéressant de scruter d'autres espaces-temps plus sensibles, moins évidents mais ô combien plus décisifs pour l'avenir de notre sécurité. L'été a été riche en signaux précurseurs avec d'un côté l'affaire géorgienne et de l'autre l'évolution de la situation au Pakistan. Dans le Caucase, Vladimir Poutine a remis les « compteurs à zéro » avec l'occident et imposé un nouveau jeu, qui n'est pas une « nouvelle guerre froide » comme le pensent nos instituts de pensée parisiens. Du côté d'Islamabad, la destitution de Musharraf, la multiplication des actions terroristes, l'intervention des américains dans les zones tribales ouvrent un nouveau chapitre beaucoup plus dangereux que celui que nous avons connu jusqu'à présent avec l'Irak. Ces deux contextes mouvants et mutants interviennent en pleine élection américaine et en pleine débâcle financière et économique pour l'occident. Qu'en est-il sur le fond ?

Depuis la chute du système soviétique, l'Occident n'a de cesse d'isoler la « *pieuvre russe* » en lui bloquant petit à petit tous ses accès maritimes à l'Ouest du continent eurasiatique. Ce fut d'abord au nord, avec l'indépendance des pays Baltes, le départ de l'armée rouge de Riga et l'isolement de la flotte russe dans l'enclave de Kaliningrad. Puis au sud avec l'indépendance de la Slovénie, de la Croatie, du Monténégro la perte des ports en eaux profondes des ports de la Dalmatie mais aussi des hinterlands stratégiques de la Bosnie, de la Macédoine, et du Kosovo. A cette liste il faut ajouter la « révolution orange » ukrainienne avec ses conséquences sur les ports de Crimée, pour l'autre partie de la flotte qui est stationnée à Sébastopol. A ce tour d'horizon il ne faut pas oublier d'ajouter les autres ports de la mer noire (Roumanie, Bulgarie...) et surtout les gesticulations au Caucase autour des oléoducs de la Caspienne. Vladimir Poutine n'a pas cessé au cours des cinq dernières années de prévenir les européens (en l'occurrence les allemands sur les Balkans et sur l'Ukraine) et les américains (sur le Caucase et les pays baltes) qu'il ne tolérerait pas une asphyxie de la « Sainte Russie ». Jusqu'à présent, en bon expert des arts martiaux, n'ayant pas encore toute la latitude et les moyens pour engager une véritable confrontation, il a pratiqué l'esquive et n'a usé que des frappes de circonstance en jouant toujours à la marge (telles les coupures des approvisionnements en gaz de l'Ukraine via Gazprom...). Cette stratégie lui a permis de toujours « tenir sa garde » face à la progression du couple Etats-Unis / Union Européenne sur ses zones d'influence et d'attendre le bon moment pour changer les règles du jeu. Il aurait pu déjà jouer plusieurs cartes: l'Ukraine, la Biélorussie, le Kosovo, et c'est l'Ossétie et l'Abkhazie qui sortent comme un branlant d'as à la grande surprise de ceux qui veulent bien être surpris<sup>4</sup>.

L'affaire géorgienne, ne pouvait pas rester « impunie » car elle touche directement « l'âme russe » et surtout ses intérêts fondamentaux, son « espace

---

<sup>4</sup> Voir à ce sujet les excellentes analyses de Jean Sylvestre Mongrenier de l'Institut Thomas More et chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis) : Tribune n° 20 « *L'Union Européenne face à la Russie, les enjeux géopolitiques* » - Tribune n° 19 « *Lignes de front géorgienne : l'Occident mis au défi* » - Tribune n°18 « *lignes de front géorgienne : le limes géorgien* » cf. <http://www.institut-thomas-more.org/welcome/geopolitique>.

vital » au sens bismarckien. Ce dossier est très différent de l'affaire du Kosovo, pour lequel Vladimir Poutine a pourtant manifesté à plusieurs reprises son désaccord vis à vis de l'OTAN. L'ex-Yougoslavie touche « l'âme slave » au travers des solidarités cyrilliques et orthodoxes qui unissent historiquement la plupart des pays des Balkans et la Sainte Russie. Poutine, désormais fort de ses rentes pétrolières et gazières, a décrété que l'affaire « ossète » était comme la « goutte d'eau qui fait déborder le vase ». Il avait longuement prévenu et dissuadé : d'autres comme les espagnols n'ont cessé d'alerter européens et américains sur les risques inhérents à une entrée trop rapide de la Géorgie dans l'OTAN et à une trop grande agitation libérale et démocratique sur ce dossier sensible pour Moscou. Désormais Medvedev et Poutine attaquent, et quels que soient nos modes de gesticulations diplomatiques ils ne s'arrêteront pas à Tbilissi. La « remilitarisation du Caucase » (à l'instar de ce que fut la remilitarisation de la Rhénanie en 1936, préalable à l'affaire des sudètes, comme nous le rappellent les polonais que nous ne voulons pas entendre une fois de plus) ne constitue qu'une étape. Les prochaines pourraient bien être Sébastopol, surtout si les ukrainiens s'amuse à titiller la flotte russe comme ils le font actuellement, et pourquoi pas Bakou qui a toujours constitué un enjeu stratégique pour la Russie<sup>5</sup>. Pour beaucoup d'experts les russes n'ont pas admis la perte en 20 ans de trois siècles de conquête. Les mêmes pensent qu'ils ne pourront pas tenir longtemps cette stratégie de remilitarisation de leurs « limes ». C'est méconnaître l'histoire russe et surtout la fierté de l'élite militaire de ce pays et oublier que Poutine a accumulé un véritable trésor de guerre avec l'argent du pétrole, du gaz, du nickel... Il a une fenêtre de tir étroite, entre autre avec la période électorale américaine, et il ne la laissera pas passer !

Ces opérations éclairs sont d'autant plus faciles à mener que Poutine sait que l'Occident ne fera rien : l'administration Bush est en fin de mandat et toute son énergie est concentrée sur les dossiers irakien, afghan, pakistanais et iranien. Quant à l'Europe si elle existait militairement et diplomatiquement cela se saurait. Pour le moment elle est dépendante de la Russie pour son avenir énergétique et elle ne peut jouer que le rôle du « médiateur impuissant ». Par ailleurs, outre la dépendance gazière des 27 et leur soumission au diktat de Gazprom, tous sont tétanisés par la puissance financière des fonds souverains russes. Ces derniers sont prêts en effet à fondre sur les actifs stratégiques européens, en particulier ceux du complexe militaro-industriel, d'où les dispositions prises cet été par Angela Merkel pour protéger ses entreprises sensibles de tout raid financier. Poutine sait tout cela et il sait que les rapports de force sont en sa faveur pour le moment. Il connaissait d'avance les arguments de Nicolas Sarkozy en tant que président de l'Union Européenne et savait que nous ne pouvions que proposer au mieux une énième médiation, voire une force

---

<sup>5</sup> Il ne faut pas oublier que l'inauguration de l'oléoduc BTC (Bakou- Tbilissi – Ceyhan) il y a deux ans a été ressentie comme une humiliation par les russes. Le pétrole de l'Azerbaïdjan alimente les marchés mondiaux sans passer par le contrôle russe. Américains et européens ne cessent d'investir sur la région pour multiplier les projets d'oléoducs contournant la Russie (cf le projet Nabucco via la Turquie et le White Stream via l'Ukraine).

d'interposition onusienne ou européenne qui n'arrivera sur zone que dans 6 à 8 mois dans le meilleur des cas (cf. le précédent Soudanais...). Le 8 août, lorsqu'il a donné l'ordre aux troupes russes de faire mouvement, il savait que personne ne viendrait mourir pour la Géorgie et qu'il pouvait annexer l'Ossétie et l'Abkhazie d'un coup de plume, ce qu'il a fait en 15 jours sans rencontrer la moindre résistance et sans avoir besoin de demander la moindre permission. Pendant ce temps nous étions en vacances sur les plages à attendre benoîtement l'arrivée d'une nouvelle vague de faillites bancaires, qui s'avère finalement beaucoup plus destructrices qu'Ike<sup>6</sup>....

Vladimir Poutine est donc désormais tranquille pour manœuvrer et contrôler les oléoducs destinés à l'Europe et empêcher les américains via l'OTAN de tenir ce verrou stratégique du Caucase. De plus, il a tout le temps nécessaire pour retrouver ses marges de manœuvres sur la mer noire et la Caspienne. Finalement il ne fait que rejouer les mêmes tactiques que « Pierre le Grand » et la « Grande Catherine » face à ces nouveaux « *grands jeux* » des puissances que constituent le retour du saint empire germanique sur le Mitteleuropa ainsi que la réémergence de la Turquie et de la Perse sur l'Asie Centrale. Nous sommes bien revenus aux modes opératoires de la bonne diplomatie du XIXème siècle, avec l'utilisation de tactiques qui n'ont rien à voir avec celles de la « guerre froide » mais bien avec celles de la « guerre » tout simplement. De fait, par ce changement de stratégie, plus offensive et explicite, il contribue à redonner à la Russie, qui n'attend que cela, un nouveau identitaire. Ce sursaut national devrait lui permettre de rediscuter plus en force avec les européens du statut de ses frères slaves des Balkans, qui n'attendent que cela aussi, surtout après l'indépendance du Kosovo (que les serbes considèrent comme « illégale »). Que dire de la situation au nord avec Kaliningrad et la situation précaire de la Biélorussie ? Les Polonais et les baltes ont très bien compris le message sous-jacent de cette opération géorgienne et nous lancent des cris d'alerte, comme s'il y avait de nouveau un risque d'Anschluss pour eux...

Mais nous n'entendons rien, et nous ne voulons pas écouter les leçons de l'histoire. Vladimir Poutine veut devenir « Tsar ». Pour cela, il a besoin de redonner à l'armée russe des lettres de noblesse et il n'y a pas mieux que quelques victoires de cosaques sur les dissidents du sud pour réactiver l'identité russe. Retrouver quelques facilités portuaires pour sa marine n'est pas non plus neutre face aux manœuvres américaines avec le bouclier anti-missiles<sup>7</sup>, d'où l'intérêt pour les ports de la Crimée et de la Baltique. Comme l'écrivait Napoléon : « *Un pays a la politique de sa géographie* » et la Russie est un territoire enclavé. Sans un minimum de façade maritime, elle a le sentiment

---

<sup>6</sup> IKE : nom du cyclone de classe 3 qui a détruit une partie de Houston et des champs pétrolifères du Texas début septembre.

<sup>7</sup> Les américains ont dans ce domaine une supériorité indéniable de la 3<sup>ème</sup> dimension avec leur maîtrise de l'air et de l'espace couplée avec des systèmes d'information très performants. Ils sont aussi une puissance maritime présente sur tous les océans. Pour Poutine il est décisif de retrouver de la capacité de gesticulation tant sur le plan maritime que technologique (d'où son intérêt manifeste pour des actifs comme EADS pour redonner un second souffle à son armée de l'air). Il n'a pas oublié dans ce domaine les leçons de Brejnev....

d'être asphyxiée et d'être ligotée. Cette perception d'encerclement sur son flanc occidental est en train de se transformer en arme identitaire redoutable et d'alimenter un nationalisme exacerbé. Ne nous étonnons pas si cela débouche sur une remilitarisation inévitable du terrain surtout sur des zones d'intérêts stratégiques. C'est exactement ce qui est en train de se passer avec les tribulations de Saakachvili sur l'Ossétie et nous sommes responsables de cette évolution géostratégique pour le plus grand profit de Vladimir Poutine qui n'attendait que ce prétexte pour surfer sur notre inconséquence et notre naïveté. Nos amis américains, en l'occurrence Dick Cheney et ses équipes du Département d'Etat et de la CIA, n'ont pas su s'arrêter à temps. Ils ont cru que tout était permis pour diffuser leur croisade de la démocratie et surtout leur verrouillage des nœuds énergétiques. Comme tout bon judoka, Poutine a su utiliser l'énergie de son adversaire pour mieux arriver à ses fins et mettre au tapis la tactique d'élargissement de l'OTAN. Il a fait semblant de perdre sur l'Ukraine pour mieux frapper sur la Géorgie. De fait nous venons de lui rendre service, la route à sa consécration de nouveau tsar de la Sainte Russie est officiellement ouverte et nous ne l'arrêterons plus avec des résolutions de l'ONU ou des observateurs de l'OSCE et de l'UE. Peut-être nos chancelleries auraient-elles dû méditer un peu plus les leçons de cette fable de La Fontaine lorsqu'il écrit dans l'Ours et l'amateur des jardins : « *Rien n'est si dangereux qu'un ignorant ami ; Mieux vaudrait un sage ennemi* ». Espérons que Poutine ne se contentera que de cela alors qu'il a les moyens et surtout la volonté d'aller beaucoup plus loin. L'éclatement de la coalition pro-européenne en Ukraine semble constituer la prochaine étape qui pourrait conduire le pays à se scinder en deux. Invraisemblable ? Ceux qui en douteraient devraient déjà se soucier de notre propre balkanisation en Europe, à commencer par la Belgique qui s'engage petit à petit dans une partition du pays.... Depuis quelques temps les services secrets russes font très bien leur travail et une demande de rattachement de la partie orthodoxe ukrainienne à la Russie plutôt qu'à l'Union Européenne n'est pas un scénario inconcevable, surtout après les précédents (admis implicitement par l'occident) que constituent le rattachement de l'Ossétie et de l'Abkhazie. Après tout, l'Europe a une longue pratique de ces « 25<sup>ème</sup> heures » sur son limes historique, le long du « mur d'Hadrien ».

Sur un autre front, celui du Pakistan et de son voisin afghan, la situation est d'un autre ordre et pour le moins préoccupante. Les « démocrates » ont réussi à sortir Musharraf du jeu politique. Tout le monde est satisfait avec l'arrivée du très controversé mari de Benazir Bhutto à la présidence du Pakistan: Asif Ali Zardari. « Mister.10% » avec ses onze années en prison va avoir du mal à faire illusion dans un pays miné par le tribalisme, la corruption et la violence. Quels que soient ses discours vertueux du moment, il arrive dans un pays en pleine crise économique et surtout en proie à des vagues d'attentats terroristes sans précédents. La situation sécuritaire est telle que personne n'ose aujourd'hui faire un diagnostic sur la durée de vie de son gouvernement et même sur sa propre sécurité. Al Qu'aida, et ses supports au sein des réseaux talibans, n'ont

pas attendu l'annonce des résultats en faveur de la nouvelle coalition gouvernementale pour ensanglanter tous azimuts le pays. Le fameux TTP (Tehrik-e-Taliban Pakistan), qui a ses bases dans le Waziristân, multiplie les opérations suicides un peu partout. N'oublions pas que les talibans se sont donnés pour objectif de reprendre Karachi avant la fin de l'année et à terme de transformer le pays en république islamique (avec l'assentiment implicite, si ce n'est l'aide des services secrets, et même de l'armée pakistanaise, qui n'ont jamais caché leur soutien aux rebelles islamiques). Dans ce contexte l'instabilité politique qui règne au sommet à Islamabad entre Azif Ali Zardari (nouveau leader du PPP) et Nawaz Sharif (chef du PML-N) ne présage rien de sain à terme, dans un pays détenteur de l'arme nucléaire mais désormais ingouvernable.

Aux frontières de l'Afghanistan, en particulier dans les zones tribales, la situation s'est détériorée. Les forces de la coalition occidentale, qui redoutent l'encerclement de l'OTAN et son anéantissement annoncé par les talibans, mènent des opérations de plus en plus dures sur les bases arrières des islamistes en zones tribales. Les avions américains vont désormais frapper des repères qui sont théoriquement en territoire pakistanais, créant des syndromes similaires à ceux du Vietnam (quand le conflit a commencé à dégénérer au Cambodge, au Laos...) avec des bombardements massifs aux effets désastreux sur les populations. Les talibans « surfent » médiatiquement et politiquement sur les effets de ces opérations aériennes américaines auprès des populations. De plus, les amalgames sont faits avec les nouveaux amis des américains que sont devenus les indiens (cf. les accords nucléaires signés entre Washington et New Delhi), ce qui se traduit par un durcissement des relations indo-pakistanaïses (et aussi par des attentats ciblés contre les intérêts indiens : cf. l'ambassade indienne à Kaboul le 7 juillet dernier). Rien ne va dans le sens de l'apaisement, bien au contraire tout va dans le sens d'une radicalisation sur l'ensemble de la région. Pour la première fois nos états-majors, suite à l'embuscade qui a causé la mort de 10 de nos soldats à 50 km de Kaboul, dans la vallée de l'Uzbeen, admettent que nous sommes confrontés désormais à des opérations de « guerre » et qu'il ne s'agit plus d'une simple mission de « maintien ou rétablissement de la paix ». C'est nouveau et pas forcément aisé à expliquer à des populations, en particulier en France, qui ne savent plus ce que signifie se battre pour défendre ses intérêts majeurs.

En cela Ben Laden et ses réseaux doivent se délecter de l'évolution de la situation sur la région. Alors que les occidentaux ont tout fait pour faire baisser en intensité les conflits sur la zone en jouant Harmid Karzai, les réseaux islamiques ont réinsufflé le feu en obtenant que les américains lâchent Musharraf et le Pakistan. De fait ils sont en train de réussir<sup>8</sup> à nous piéger dans un processus d'escalade militaire en Afghanistan qui va alterner enlèvement de l'OTAN dans des bases fortifiées et frappes sélectives (mais à fort effets

---

<sup>8</sup> Avec l'appui des services secrets pakistanais qui sont obsédés par cette notion de profondeur stratégique que constitue l'Afghanistan face à la menace indienne.

psychologiques et médiatiques) sur les troupes de la coalition. Tout le monde a en mémoire l'histoire des tribus Gilzaï qui détruisirent l'armée anglaise au cours de l'hiver 1841-1842 (sur la fameuse route Kaboul-Djalalabad et la Khyber Pass pour rejoindre Peshawar). Quand on connaît la topographie de ces régions montagneuses ainsi que la détermination des guerriers pachtous qui sont capables de se battre par tous les temps avec de simples armements conventionnels et de façon très rustique, il est légitime de s'interroger sur l'adéquation de l'outil et des processus otanesques avec ce « biotope ». La plupart des processus ont été pensés pour défaire une puissance mécanique en centre Europe (celle du Pacte de Varsovie et de l'ex URSS). Ils ont été utilisés pour la première fois, et seulement cinquante ans après la création de l'organisation, en ex-Yougoslavie dans une version dégradée et limitée à quelques départements français. Ils n'ont jamais été conçus et testés pour aller faire la guerre dans les montagnes d'Asie centrale et encore moins dans les zones tribales d'Afghanistan. Certes l'ISAF<sup>9</sup> bénéficie d'une puissance de feu incomparable mais dans cette région du monde, ce qui compte est la tenue du terrain et la maîtrise des populations. Alexandre le grand, Gengis Khan, les anglais puis les russes l'ont tous appris à leurs dépens. Les méthodes à adopter sont celles de la contre-guérilla et les tactiques à privilégier sont celles des opérations spéciales, pas celle de « *Air-land battle* » d'il y a 15 ans. Ce sont les méthodes d'Uribe en Colombie qu'il faudrait décliner et systématiser, elles ont encore fait récemment leurs preuves<sup>10</sup>. Ben Laden voulait nous attirer dans ce piège de l'Asie centrale et nous y faire perdre la face. Il y arrive petit à petit malgré de grosses pertes (3000 talibans auraient été tués cette année) qui sont immédiatement remplacées par une jeunesse endoctrinée dans les madrasas des zones tribales. Comme Poutine, il attend le bon moment et il semblerait que les conditions soient enfin réunies avec le flottement politique sur le Pakistan, le support de l'armée et de l'ISI pakistanais aux talibans, les difficultés de l'ISAF en Afghanistan et la perte de pouvoir du président Hamid Karzaï face aux tribus pachtous (dont il est issu). N'oublions pas que dans son programme, Ben Laden et ses émules souhaitent faire du Pakistan un émirat islamique, première brique du rétablissement du Califat sur le monde musulman.... S'il réussit, les conséquences sur l'ensemble du monde sunnite (péninsule arabique, Moyen-Orient, sahel et Maghreb) seront considérables.

Pendant ce temps nous avons les yeux rivés sur nos cours de bourse qui jouent les yoyos et subissons les discours pathétiques des hommes politiques qui répètent inlassablement que « tout est sous contrôle », « que ce n'est pas aussi grave que cela... ». Tout n'est que surchauffe avec des médias qui en rajoutent dans leur quête effrénée d'audience, des responsables qui ne savent plus où ils en sont et surtout des populations qui doutent sérieusement des conditions de pilotage de la crise actuelle. Rares sont ceux qui acceptent de mettre les

---

<sup>9</sup> ISAF : International Security Assistance Force.

<sup>10</sup> Voir édito de juin 2008 : « *Des vertus de l'audace et des limites de la témérité* ».



questions de fond à l'ordre du jour : celle du retour de la « guerre » dans le Caucase et en Asie Centrale et celle de la destruction du modèle capitaliste par excès de libéralisme et absence de régulation des états qui ne jouent plus leur rôle. Dans les deux cas, la question de la « guerre » et celle de la « survivance » de nos modèles de vie pose la question de l'Etat. En période de crise aigue, lorsque tous les fondamentaux sont atteints, cette question de la gouvernance collective et du positionnement de l'action de l'Etat est centrale. Il serait peut-être temps de se la reposer à bon escient. L'intervention actuelle et massive de l'Etat américain pour sauver son système bancaire, clé de voûte de sa surpuissance, le jeu de Poutine dans le Caucase et même les objectifs des talibans pour prendre Karachi puis Islamabad ne sont pas ceux du « laisser faire-laisser aller » du marché ou d'une quelconque « main invisible » qui distribuerait de façon équitable ces profits d'échanges, qui garantiraient selon Metternich la bonne coexistence des peuples. Nous sommes confrontés à des dynamiques de fond plus cruciales, où le nationalisme et le protectionnisme sont de nouveau privilégiés, avec une expression des jeux de pouvoir et de puissance qui rappellent d'autres temps : ceux entre autres de Bismarck et de sa « realpolitik ». Nous entrons dans une période où la rareté (celle des matières premières) se conjugue avec la vitesse (celle de la croissance asiatique, de l'arrivée du Web2), le tout sur abandon de leadership pour les uns (l'Europe), sublimation pour les autres (les Etats-Unis), reconquête pour certains (Russie, réseaux islamiques, Amérique latine...). Ce maelstrom n'a rien de chaotique : il ne fait qu'accélérer et affirmer les mutations géostratégiques engagées depuis 20 ans....

Celles-ci sont rythmées par des événements symboliques : la chute du mur de Berlin mit fin à « l'équilibre de la terreur » imposé au monde par les signataires de Yalta ; le 11 septembre 2001 ouvrit le ban de la « guerre préventive » en obligeant la surpuissance américaine à diaboliser la menace « islamo-fasciste » ; le 8 août 2008 consacre le retour de la « guerre identitaire et de mouvement » avec des prises de gage stratégiques (la Chine victorieuse des JO et du Tibet voire de Taiwan, Poutine dans le Caucase, Ben Laden au Pakistan...). Qu'elle sera la prochaine étape ? L'Europe ferait bien de réfléchir à l'ensemble de ces dynamiques et de s'interroger sur son propre devenir. Prise en étau entre les surchauffes de la puissance américaine (que nous finançons avec notre épargne...), les radicalisations identitaires de ses flancs orientaux (que nous subissons avec la menace terroriste) et cette bombe à retardement démographique, humanitaire et sanitaire que constitue l'Afrique (que nous n'arrivons plus à endiguer en terme d'immigration), l'Europe a l'équation la plus difficile et délicate qui soit à résoudre. Avant de faire la morale à tout le monde nous ferions mieux de réfléchir à très grande vitesse sur les niveaux de contraintes, les échéances sous-jacentes et les risques d'implosion qui pèsent sur nos sociétés. Les menaces de stagflation, d'inflation, de partitions territoriales, de confrontations militaires qui deviennent de plus en plus évidentes, surtout avec les redistributions géopolitiques et les jeux de casinos en cours, vont

devenir rapidement insoutenables financièrement et politiquement s'il n'y a pas une stratégie de pilotage plus ferme et surtout plus visionnaire du côté de Bruxelles.

Mais est-ce possible quand on connaît la dépendance historique de la bureaucratie européenne à l'égard de l'école de Chicago et donc à toutes les doctrines qui sont à l'origine de la crise actuelle tant sur le plan monétaire, financier que bancaire voire l'impasse politique que nous connaissons sur le plan institutionnel ? Dans ce contexte « d'auto neutralisation » du système européen qui pourrait reprendre la main ? Quel pourrait être l'Etat, ou groupe d'Etats, salvateur en situation de crise majeure : L'Allemagne qui ne rêve que de cela depuis un demi-siècle, ou la France qui en affiche la prétention sans en avoir le moindre centime ? Les autres Etats européens sont malmenés et l'anglais restera toujours en dehors du jeu pour mieux en profiter. Vladimir Poutine et Ben Laden, qui surfent sur nos incohérences et nos divisions, risquent de nous clarifier assez rapidement ces questions de leadership, si nous ne les anticipons pas. Comme l'écrit Alfred Hitchcock : « *Il n'y a pas de terreur dans un coup de fusil, seulement dans son anticipation* ». Souvent, lorsque les jeux sont bloqués, les solutions sont imaginées par des marginaux que tout le monde sous-estime et méprise. L'Histoire se construit ainsi avec des successions d'occasions manquées et très souvent avec de belles pages de lâcheté. Dans ce registre, l'actualité autour du Caucase et de l'Afghanistan ne peuvent nous laisser indifférents.

Xavier Guilhou<sup>11</sup>

Septembre 2008

---

<sup>11</sup> Président de XAG Conseil et auteur de « *Quand la France réagira...* » éditions Eyrolles – février 2007.